

LAÏCITÉ : LETTRE OUVERTE À MANUEL VALLS:

L'EXEMPLE DE GEORGES CLÉMENCEAU

Henri Pena-Ruiz

Dernier ouvrage paru :

Dictionnaire amoureux de la laïcité (Editions Plon)

Monsieur le Ministre,

Nous savons tous les deux ce que peut être la stigmatisation par un régime dictatorial de ceux qui ne partagent pas la croyance imposée ou privilégiée par le pouvoir. Dans l'Espagne de Franco, que nos deux familles ont fui, le national-catholicisme régnait. La coalition des trois fascismes (Hitler, Mussolini, Franco) avait brisé la République Espagnole, livrant le peuple à des décennies de violence sourde ou avouée, après avoir écrasé les républicains sous des bombes qui bientôt ensanglanteraient le monde entier. Lors de la *retirada*, pendant l'hiver de 1939 l'armée républicaine a franchi la frontière de nos deux pays. Antonio Machado mourut aussitôt. Il repose à Collioure, sa stèle recouverte du drapeau républicain, violet, jaune, rouge. Parqués à Gurs comme à Argelès, les soldats qui pourtant venaient de livrer le premier combat antifasciste furent très mal accueillis. Cela n'empêcha pas nombre de combattants républicains espagnols de reprendre les armes, en France, contre les occupants. Celestino Alfonso, comme bien d'autres, mourut sous les balles nazies, et l'on voit son portrait défiguré dans l'Affiche Rouge.

Vint alors le temps des émigrations politiques ou économiques. En France, nos familles, comme celle d'Anne Hidalgo, goûtèrent l'air de la liberté, et de la laïcité. Sans perdre la mémoire de nos origines, nous nous découvriâmes enfants de la République Française, si bien incarnée par Marianne, qui porte le bonnet phrygien de l'esclave affranchi. La patrie, redéfinie par la Révolution française, c'est la communauté de droit qui tisse entre tous une fraternité construite sur la liberté et l'égalité. Merci à la France qui ne nous demanda pas de faire allégeance à un quelconque particularisme religieux pour nous « intégrer », comme on dit. Valls, Hidalgo, Pena-Ruiz...nos patronymes allaient se fondre dans ce beau creuset français qui s'ouvre à l'universel en une terre particulière.

Certes, tout n'était pas idyllique, et l'injustice sociale semblait souvent démentir les idéaux politiques. Nous aimions la République, mais nous la voulions sociale en même temps que laïque. Nous fîmes le choix de nous engager en ce sens. Toute victoire serait alors non celle d'un peuple, mais celle

d'une justice sociale sans frontières. Laïcité, justice sociale...Jaurès avait déjà défini les deux fondements d'une République où il fait bon vivre. Et son patriotisme internationaliste, qui lui coûta la vie, avait laissé un sillage de lumière dans les consciences. Laïque, la République confère les mêmes droits aux athées et aux divers croyants. Sociale, elle rend crédible sa superbe devise.

Vous voilà premier ministre de cette République. Pour ma part, j'ai consacré ma vie à l'instruction publique et laïque, vecteur d'émancipation pour ceux qui n'ont que l'Ecole pour devenir tout ce qu'ils peuvent être. Nous nous accordons, n'est-ce pas, sur un tel idéal. D'ailleurs nous étions ensemble pour défendre la crèche Babyloup qui s'est voulue laïque afin d'accueillir les enfants de 50 nationalités sans faire violence à aucune famille. Alors, sans polémique, j'entends vous dire mon incompréhension devant votre décision de représenter la France, ès qualité, dans l'exercice de vos fonctions, pour la canonisation de deux papes. Il n'y aurait évidemment aucun problème si vous vous rendiez à Rome à titre privé, en ne représentant que vous-même. En république laïque les croyants sont pleinement libres, mais leur foi ne doit engager qu'eux seuls. De même pour l'athéisme. L'égalité des droits est ici en jeu, et la déontologie qu'elle inspire se fonde sur un souci d'universalité. Tout privilège public de la religion est blessant pour les athées. Or en France il y a des athées et des agnostiques en grand nombre, et tout acte officiel de la puissance publique se doit de les représenter à égalité avec les divers croyants. D'où la neutralité, qui n'a rien d'antireligieux, mais qui tient bon sur la distinction privé/ public.

Vous admirez Clémenceau. Je l'admire aussi, comme grand républicain laïque et anticolonialiste. Or en 1918 votre homologue prit une décision laïque exemplaire. La voici. Le 11 novembre 1918, l'archevêque de Paris invite Georges Clémenceau, alors Président du Conseil, au Te Deum prévu à Notre Dame de Paris, en hommage à tous les morts de la guerre qui vient de s'achever. Clémenceau dissuade le président de la République, Raymond Poincaré, de s'y rendre, et il répond par un communiqué officiel qui fera date : *"Suite à la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le gouvernement n'assistera pas au Te Deum donné à Notre Dame. Mmes Poincaré (femme du président de la République) et Deschanel (femme du président de la chambre des députés) n'étant pas membres du gouvernement pourront par contre y assister"*.

Voilà une jurisprudence laïque à laquelle Benito Juarez, futur Président de la République Mexicaine, avait donné ses lettres de noblesse en 1855, lors de son entrée en fonction en tant que gouverneur de l'Etat d'Oaxaca. Tout nouveau gouverneur avait alors coutume d'assister à un Te Deum qui conférait à l'autorité religieuse le privilège d'introniser l'autorité civile. Juarez mit un terme à cette pratique en des termes limpides : *« Je pris la décision de ne pas assister au Te Deum, en raison de ma conviction selon laquelle les autorités politiques de la société civile ne doivent assister en tant que telles à aucune cérémonie*

religieuse, alors qu'en tant qu'individus ils peuvent se rendre aux lieux de culte pour y pratiquer les actes de dévotion que leur dicte leur religion. »

Certes, les circonstances humaines les plus bouleversantes ont besoin de cérémonial. Mais en République, ce besoin symbolique essentiel doit être tel que tous les citoyens et citoyennes puissent s'y reconnaître. Le précédent mexicain montre que la laïcité ne se limite pas à la France.

Un dernier mot. Professeur de philosophie dans l'enseignement public, j'ai toujours trouvé normal de ne jamais laisser paraître mon type de conviction personnelle dans l'exercice de mes fonctions. La République me confiait ses enfants afin que j'en fasse des élèves, et je me devais de promouvoir leur seule autonomie de jugement, sans prosélytisme aucun. Qu'auraient dit les familles si j'en avais usé autrement ? Quand Nicolas Sarkozy a eu l'audace, dans le *Discours de Latran*, de placer le prêtre au-dessus de l'instituteur, j'ai rédigé un article pour lui rappeler l'ineptie d'une telle hiérarchisation. Car l'instituteur ne vise que la liberté de l'élève, telle que la fonde la culture, et refuse toute inculcation. C'est cela la grandeur de l'école laïque, ce lieu où l'élève apprend ce qu'il ignore pour pouvoir un jour se passer de maître.

Ne pensez vous pas, Monsieur le Ministre, qu'un si bel idéal requiert une défense et illustration exemplaire de la part des responsables politiques ?